

NAÂMA

Les directeurs des lycées saisisent Benbouzid

Le collectif des directeurs des lycées de la wilaya de Naâma a soulevé une motion au ministre de l'Éducation nationale, dans laquelle il dénonce leur mécontentement et évoque que le «directeur de lycée comme poste supérieur n'existe que par procuration».

«Les réformes ont pour but de renouveler le dispositif pédagogique en vue de l'adapter à une société en pleine mutation, en pleine évolution», indique-t-on, dans la correspondance transmise récemment au ministre de l'Éducation, et dont copie est parvenue à notre rédaction.

«... Les résultats espérés ne peuvent être que positifs si l'on escompte la logique d'une démarche a priori tout à fait rationnelle, basée sur une approche et des études scientifiques. Mais, il se trouve que nous, chefs d'établissement eûmes à souffrir des soubressauts de ces réformes ; quand nous savons le rôle qui nous est imparti pour la réussite de ces dernières en matière organisationnelle, notamment. En victimes émissaires, on nous drape d'un statut qui ne nous donne pas cette assurance professionnelle



Photo : Samir Sid

qui fait de nous des directeurs des lycées à part entière, sous la gangue de directeur de lycée, il y a le «faire-valoir» du corps d'origine qui place les nouveaux d'entre nous, un cran en dessous des censeurs, des intendants principaux et même quelquefois des surveillants généraux.

S'ils comptabilisent une expérience professionnelle importante et cela en matière de rémunération et de classification surtout ; pour les plus anciens, ils sont professeurs principaux automatiquement ou censeurs si c'est leur corps d'origine.

La revendication n'a rien de snob, nous ne recherchons pas en sourdine à valoriser un autoritarisme, une chefferie qu'on sait balayer par le vent de la gestion moderne, le management offre des possibilités de redéploiement immenses pour une gestion des établissements, non-assistée, mais confortée par un engagement quasi-moral : le contrat de performance et le projet d'établissement. Il y a le côté symbolique de la fonction de proviseur qui, dans le subconscient collectif, prouve une place à part.

C'est un repère important pour les générations qui se succèdent au lycée, c'est chez lui que doivent se regrouper toutes les qualités humaines archétypales du père symbolique, si on le «tue» — par décret — c'est le début d'un «chaos» structurel quant à la formation de la personnalité du citoyen du futur adulte du lycéen, quelle attitude adopterait-il plus tard face aux contraintes de la société et des lois qui la régissent, si celui qui est chargé de les représenter symboliquement joue peu au prou de cette fonction réduite alors comme une peau de chagrin ? Cette fonction, on le sait, peut naître et mourir suivant les aléas de la loi républicaine sur une conception de l'éducation en fonction des besoins du moment, mais peut-on réellement s'en passer et quelle idéologie ferait fi de ses services ? En matière de classification, la fonction supérieure n'accorde qu'une attention de politesse à celle de proviseur.

En réalité, le directeur de lycée comme poste supérieur n'existe que par procuration, la précarité de sa fonction me met dans une situation de «non-projet».

Faudrait-il le réhabiliter dans son corps, le pourvoir des prérogatives qui impulseraient une dynamique à ces réformes ? La question n'est plus à poser, cela s'impose d'emblée à l'esprit qui attend de ces réformes la concrétisation d'une société nouvelle», conclut la motion.

M. D.

B. Henine

SUITE À L'EFFONDREMENT PARTIEL D'UN TOIT AU CEM YAMOUNA-GAMOUH À SIKKDA

Les écoliers en danger

Le CEM Yamouna-Gamouh, à quelques encablures de la place des Martyrs (Bab K'centina), a vu, mardi vers 14h, l'effondrement partiel du toit de la salle 2, consécutif à l'infiltration infiltrations des eaux pluviales.

Deux élèves, 3^e classe de la 1^{re} année moyenne, ont été blessés (égratignure sur la main gauche du premier et hématomes au niveau de la tête du second). L'incident a révolté les parents d'élèves, non encore structurés en association, qui ne cessent depuis quelque temps de réclamer des travaux de réfection.

Selon notre source, la classe vivait un fait récurrent durant la saison hivernale : les écoliers suivaient leurs cours les pieds

trempés dans l'eau ! Une bassine, servant de réceptacle aux infiltrations, fut le seul dispositif atténuateur du risque des inondations pouvant toucher la salle.

Le directeur du CEM a déjà alerté les autorités compétentes sur le danger qu'encourent les écoliers, en vain. Il fallait que cela arrive pour qu'on compte enfin

réagir. Au moment où nous mettons sous presse, aucune action n'aurait été lancée. Nos enfants sont en danger.

Zaïd Zoheir

LES 40 LSP DESTINÉS AUX CADRES

Des intrus dans la liste des bénéficiaires ?

Les 40 logements sociaux participatifs, situés à la cité Aïssa-Boukerma, dans la zone sud de la ville de Skikda, et destinés aux cadres de la wilaya ont été partiellement détournés de leur vocation initiale. En fait, la liste des bénéficiaires comporte quelques noms qui ne répondent pas au profil requis. On y compte, selon des sources concordantes, et pour ne citer que les cas les plus atypiques, un jeune d'une vingtaine d'années et un cadre à la plateforme pétrochimique. Des

cas qui ont fait des mécontents parmi les postulants. «Au début, on nous disait que la liste ne sera composée que des cadres relevant des ministères. Après, on en trouve d'autres personnes ne disposant pas de ce critère. C'est inadmissible !» s'exclame un cadre à la wilaya. Aux dernières nouvelles, la liste aurait été assainie, les intrus ayant été remplacés par des personnes qui répondent aux critères. On doit attendre la distribution des logements pour s'en convaincre.

Z. Z.

RELIZANE

ÉDUCATION

650 dossiers déposés par les vacataires

Près de 650 enseignants vacataires des trois paliers éducatifs de la wilaya dont la moitié sont «éligibles» à l'intégration dans leur poste d'affectation ont déposé leurs dossiers, a indiqué M. Charhabil Aïssa, directeur de l'éducation nationale de la wilaya de Relizane, soulignant que cette décision émane du ministère de l'Éducation nationale.

Une commission ad hoc, composée de représentants de la direction de l'éducation, de la Fonction publique et du contrôle financier, «a été d'ores et déjà mise sur pied pour l'étude des dossiers des postulants, et ce, dès la promulgation imminente du décret d'intégration», a souligné M. Charhabil en marge d'une journée thématique consacrée au secteur de l'éducation.

Dans cette perspective, il a pris en compte une directive adressée récemment à l'ensemble des chefs des établissements scolaires et aux inspecteurs des circonscriptions pédagogiques, leur signifiant d'arrêter les listes des postulants à la régularisation de leur situation administrative (intégration) et de procéder à la collecte de leurs dossiers qui seront soumis à la commission compétente pour étude».

Evoquant les conditions de cette intégration, le directeur de l'éducation de la wilaya a rappelé que «seuls les enseignants vacataires en poste jusqu'au 28 mars et disposant d'un diplôme conforme à la spécialité enseignée sont éligibles». Selon le palier où ils exercent, ces enseignants vacataires sont intégrables au poste de PEP pour le primaire, de PEM pour le moyen et de PES pour le secondaire, a-t-il expliqué.

Un homme tente de s'immoler par le feu à Bendaoud

Un homme, célibataire et chômeur, âgé d'une trentaine d'années, B. A., a tenté de s'immoler par le feu, dans la soirée de lundi, aux alentours de 20h30, devant le domicile parental, situé à une douzaine de kilomètres du chef-lieu de la ville de Relizane. Il n'a dû son salut qu'à l'intervention des passants et des employés de ladite municipalité qui ont pu circonscire le feu.

L'infortuné a été transporté en urgence vers l'établissement hospitalier public Mohamed-Boudiaf de la ville de Relizane, avant d'être transféré au service de la médecine des brûlés relevant du centre hospitalo-universitaire 1^{er}-Novembre d'Oran, en raison de la gravité des ses blessures.

Par ailleurs, dans la journée d'hier, les habitants de la ville de Relizane étaient sous le choc après qu'un jeune homme, B. B., 28 ans, s'était donné la mort par pendaison.

A. Rahmane